

Il faut éradiquer Daech en Syrie

■ On ne s'habitue pas à la peur. Elle corrompt l'âme même d'une société. Alors, traitons le mal à la racine : devant Daech, la perception d'une communauté de destin des 28 doit s'imposer. C'est l'affaire de l'Europe. L'EI nous a déclaré la guerre. Il nous faut la gagner.

Des gens dans le métro, en route vers leur boulot ou d'autres qui éprouvaient justement cette poussée d'adrénaline qui accompagne toujours le franchissement des portes d'un aéroport, des gens comme nous, nos collègues, nos voisins, nos frères, ont été tués par Daech au cœur de notre ville. Les avons-nous assez bien protégés ? Le hasard et la fatalité ne nous exonèrent pas de notre responsabilité. Il nous faut aujourd'hui agir autrement et d'abord éradiquer Daech en Syrie. C'est l'affaire de l'Europe.

On glose beaucoup entre experts sur le phénomène djihadiste, tellement singulier par le choix du martyr par des jeunes souvent plus proches de la petite délinquance que de l'expérience mystique, plus souvent originaires de milieux intégrés que d'un monde marginal, plus souvent convertis de fraîche date que dévots de toujours. Le terrorisme n'est-il pas multiple dans ses origines et protéiforme dans ses manifestations ?

D'aucuns nous invitent du coup à nous en faire une raison : le terrorisme est là pour durer. Il va falloir vivre avec lui, développer une résilience, ruser avec lui pour continuer à vivre comme avant.

Quelle étrange prescription ! On ne s'habitue pas à la peur. La peur corrompt l'âme même d'une société. Une démocratie peut-elle survivre longtemps à la peur ? Le sentiment d'insécurité nourrit la méfiance entre communautés et pave la route de l'autoritarisme.

S'attaquer aux racines

Je partage l'avis de celles et

ceux qui veulent s'attaquer aux racines profondes et multiples du terrorisme. Car l'intégration ne se fait pas naturellement. Elle est l'affaire des Etats, des régions et des communes. Mais il est désormais un rôle central pour l'Europe : assurer la sécurité des Européens aux frontières extérieures et à l'intérieur de l'Union, non seulement pour préserver l'acquis de Schengen – la libre circulation des personnes en Europe – mais parce que la lutte contre le terrorisme est impossible sans une forte coopération policière et judiciaire intra-européenne. Celle-ci se construit effectivement, attentat après

attentat. Mais à l'Europe incombe aussi une mission nouvelle et redoutable : détruire Daech pour priver les terroristes de la base territoriale qui leur sert de sanctuaire. Les Américains, à l'origine de la déstabilisation de la région par la guerre d'Irak, y vont à la manière d'un chat échaudé. Les Européens visés par les attentats n'ont eux pas le choix. Pratiquement, l'EI nous a déclaré la guerre. Il nous faut la gagner.

L'action requise dépasse les moyens de nos Etats. La France s'épuise dans une guerre menée avec des effectifs insuffisants. L'Europe doit donc la relayer et agir en bloc. Il faut donc mobiliser les armées des 28 pour en finir avec Daech, en collaboration avec les NU et les autres Etats permanents du Conseil de sécurité, avec bien entendu le con-

cours des voisins arabes de la région. L'effort doit s'étendre à tous les Etats-membres de l'UE, les uns contribuant par des forces armées et les autres par des contributions diverses – aide humanitaire, logistique et contributions financières. Il faudra sans doute compléter les frappes aériennes par des engagements au sol : hésiter à engager des troupes en Syrie et laisser massacrer des civils à Paris ou à Bruxelles apparaît aujourd'hui une option plus difficile à défendre. Le rôle de l'Europe ne s'arrête pas à l'action militaire avec le concours de l'Otan. Il doit couvrir le champ de la diplomatie économique et politique. Les questions centrales du deal "pétrole contre protection des régimes", la paix entre Israël et la Palestine et l'équilibre entre les puissances régionales conditionnent la stabilité et le décollage économique du Moyen-Orient. Une Europe engagée militairement deviendrait un acteur crédible de politique étrangère dans la région. La séquence est bien celle-là : la défense, imposée par la nécessité, vient en premier. La politique étrangère suit. Devant Daech, la perception d'une communauté de destin des 28 doit s'imposer. Notre réponse qui donnera leur sens aux morts du 22 mars à Bruxelles.

PIERRE DEFRAIGNE

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe, directeur général honoraire à la Commission européenne.